

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : JORDANIE - ÉVOLUTION DES RELATIONS ÉCONOMIQUES AVEC LA SYRIE

Six mois après la chute du régime baasiste, et alors qu'une partie des sanctions internationales ont été levées fin mai 2025, les enjeux liés à la réouverture de la Syrie sont de taille. Si la situation politique et sécuritaire devait s'y stabiliser durablement, la Jordanie pourrait se saisir de l'opportunité d'un redémarrage économique et se positionner dans la reconstruction du pays.

La Syrie représente un nouvel horizon commercial. Alors que le commerce bilatéral Jordanie-Syrie avait dépassé 600 M USD en 2010, il ne culminait, au lendemain de treize ans de guerre, qu'à 146 M USD. Les échanges ont repris progressivement depuis décembre 2024 et, au cours du T1 2025, les exportations jordaniennes vers la Syrie (ciment, fruits, légumes, matériel industriel, etc.) ont augmenté de +453% en valeur en glissement annuel (g.a.) pour atteindre 101 M USD. Bien qu'elles ne représentent que 2,6 % des exportations nationales jordaniennes à ce jour, la hausse enregistrée témoigne du potentiel important pour le Royaume de l'export vers la Syrie.

LE CHIFFRE À RETENIR

+453%

EXPORTATIONS JORDANIENNES
VERS LA SYRIE AU T1-2025

La Jordanie se positionne sur le marché de la reconstruction. Au printemps 2025, la Jordanie et le Qatar se sont alliés pour livrer quotidiennement, et pendant 50 jours, 2 millions de mètres cubes de gaz naturel à la Syrie via le gazoduc arabe traversant le Royaume. L'initiative a pris fin le 30 avril mais devrait être relancée prochainement selon l'opérateur public d'électricité jordanien NEPCO. Début 2025, le Royaume avait également proposé à la Syrie de lui fournir 250 MW d'électricité mais l'opération n'avait pas abouti en raison de l'état de destruction des infrastructures électriques syriennes. La récente mobilisation financière de la Banque Mondiale (146 M USD) pour remettre le réseau en état de marche, pourrait permettre, d'ici un an, l'acheminement d'électricité vers la Syrie, ce qui constituerait une opportunité non négligeable pour NEPCO.

La coopération est renforcée dans plusieurs secteurs. Les autorités des deux pays se sont mises d'accord pour faciliter les échanges bilatéraux et créer des conseils sectoriels conjoints pour les filières textile, chimique, agroalimentaire et de construction. En outre, le nouveau gouvernement syrien a affiché sa volonté d'une coopération renforcée pour une gestion plus équitable et durable de la ressource en eau.

La question des réfugiés demeure sensible. Le HCR estimait, fin juin 2025, que 100 000 des 600 000 réfugiés syriens enregistrés en Jordanie auraient regagné la Syrie. Les principaux freins au départ identifiés demeurent **(i)** la situation sécuritaire incertaine, **(ii)** le coût élevé du voyage, et **(iii)** les dettes contractées en Jordanie. La baisse déjà observée de l'aide internationale, dont bénéficie jusqu'ici la Jordanie pour l'accueil des réfugiés, pourrait, dans un contexte de resserrement budgétaire, avoir des conséquences négatives tant sur les réfugiés qui resteront que sur les communautés jordaniennes d'accueil.

Service Économique d'Amman

ÉGYPTE

1. RALENTISSEMENT DE L'INFLATION EN JUIN

L'inflation urbaine a été ramenée de 16,8% en mai à 14,9% en juin 2025, selon l'agence nationale de statistiques CAPMAS, mettant fin à quatre mois de hausses consécutives et se situant désormais sous les prévisions du FMI. L'inflation sous-jacente (hors carburants et nourriture) a également ralenti, passant de 13,1% en mai à 11,4% en juin. Cette tendance s'explique notamment par le ralentissement de la hausse des prix des produits alimentaires et des boissons, passée de 11% en mai à 6,9% en juin. Cette évolution dissimule toutefois la hausse importante du prix des fruits de 64,9% en juin, contre 61,8% en mai. L'électricité, le gaz et les combustibles ont vu leur inflation s'accroître à 38,1% en juin, contre 33,7% le mois précédent.

2. LA CBE MAINTIENT SES TAUX DIRECTEURS

Le 10 juillet, la Banque Centrale d'Égypte (CBE) a annoncé le maintien de ses taux d'intérêt, marquant une pause dans le cycle d'assouplissement monétaire du Comité de politique monétaire (MPC), après des baisses de 225 points de base en avril et de 100 points de base en mai. Le taux de dépôt au jour le jour a ainsi été maintenu à 24%, le taux de prêt à 25% et le taux des opérations principales à 24,50%. En dépit du ralentissement de l'inflation, le communiqué de la CBE souligne qu'à l'échelle mondiale, les banques centrales demeurent prudentes face à la persistance des incertitudes sur les politiques commerciales et les tensions géopolitiques. À l'échelle nationale, la CBE a adopté une posture attentiste afin d'évaluer les effets potentiellement inflationnistes des récentes réformes législatives, notamment celles portant sur la TVA, et de la reprise de l'activité, avec une croissance qui devrait se maintenir autour de 4,8% au 2^{ème} trimestre 2025, selon la CBE.

3. RETARDS DANS LA MISE EN SERVICES DES NOUVELLES FSRU

Alors que l'Égypte va faire face cet été à un déficit de gaz estimé à 2,5 Mds ft³/jour, les retards de raccordement de deux unités flottantes de stockage et de regazéification (FSRU) jettent le doute sur la sécurité de l'approvisionnement à court terme. Les deux FSRU attendues à Ain Sokhna depuis juin, Energos Power et Energos Eskimo, rencontrent en effet des difficultés de raccordement au réseau. Elles devraient toutefois être opérationnelles dans les prochaines semaines, permettant ainsi de tripler les capacités de regazéification du pays (aujourd'hui à 750 M ft³/jour). Une troisième unité, Energos Winter (450 M ft³/jour), devrait également être mise en service d'ici août 2025.

Malgré ces renforts, d'aucuns estiment que quatre FSRU ne suffiront pas à couvrir la demande, alors que l'Égypte a déjà importé 2,41 millions de tonnes de GNL au premier semestre 2025 et s'est engagé à approvisionner la Jordanie à hauteur de 350 M ft³/jour durant la période estivale. À noter toutefois que si des coupures d'électricité avaient eu lieu dès juin en 2024, l'Égypte est parvenue à les éviter cette année grâce à des livraisons de mazout.

IRAK

1. KURSDISTAN IRAKIEN : SUSPENSION DE LA PRODUCTION PÉTROLIÈRE

Une série d'attaques de drones a visé cette semaine plusieurs installations pétrolières dans la région autonome du Kurdistan (RAK), notamment les sites de Peshkibir, Tawke, Sarsang et Sheikhan. Ces frappes, non revendiquées à ce jour et ayant provoqué des dégâts matériels, ont conduit les opérateurs pétroliers internationaux de ces champs à suspendre temporairement leurs activités : les sociétés américaines HKN Energy (70 000 b/j) et Hunt Oil (4 500 b/j), la norvégienne DNO (80 000 b/j) et l'entreprise britannique Gulf Keystone Petroleum (45 000 b/j), cette dernière n'ayant pas été directement touchée. Au total, près de 200 000 b/j sont concernés, soit environ 70 % de la production moyenne de la région en 2024 (290 000 b/j). L'entreprise kurde KAR Group, qui opère dans le champ de Khormala (90 000 b/j), cible d'attaques le 14 juillet, prévoit de maintenir ses activités pour le moment. Ces incidents, visant des installations qui assurent 85% de la production pétrolière kurde, interviennent dans un contexte de tensions récurrentes entre Bagdad et Erbil sur la gestion des hydrocarbures alors que l'oléoduc d'exportation vers la Turquie demeure fermé depuis mars 2023.

2. ATTRIBUTION DE CONTRATS POUR 3 ENTREPRISES AMÉRICAINES DANS LE DOMAINE DE L'ÉNERGIE ET LA CHIMIE

Le contrat d'extension de capacité de 750 MW de la centrale électrique à gaz à cycle combiné de Mansouriya a été attribué à General Electric en partenariat avec le groupe turc Calik Enerji. Les deux turbines à gaz seront fournies par l'usine de Belfort de GE Vernova.

HKN Energy a signé un protocole d'accord avec l'entreprise publique North Oil Company pour développer le champ pétrolier de Hamrin dans le sud du pays. Avec cet accord, l'entreprise américaine étend ses activités en dehors de la région autonome du Kurdistan. Ce projet vise à porter la production de pétrole de 20 000-25 000 b/j à 60 000 b/j et à valoriser

1,3 à 1,4 million de m³/jour de gaz associé pour alimenter des centrales électriques.

Le groupe d'ingénierie KBR réalisera les études d'avant-projet d'une usine de production d'ammoniac et d'urée qui sera construite par le groupe privé kurde Kar Electrical Power Production Trading (KEPPT). L'usine d'engrais aura une capacité de production d'ammoniac de 2 300 tonnes/jour et d'urée de 3 850 tonnes/jour. Cette production se substituera à des importations d'engrais et pourrait positionner l'Irak comme un producteur majeur d'ammoniac.

IRAN

1. CRISE DE L'EAU : LES AUTORITÉS METTENT EN PLACE DES MESURES POUR RÉDUIRE DE 20% LA CONSOMMATION

L'Iran traverse une crise hydrique sans précédent, avec **10 barrages du pays disposant de moins de 10% de leurs réserves d'eau** à mi-juillet 2025. La situation est particulièrement critique pour Téhéran, où les barrages ne sont remplis qu'à **14% de leur capacité totale**, le barrage de Lar atteignant seulement **7% de remplissage**. Cette crise s'inscrit dans un contexte d'une **cinquième année consécutive de faible pluviométrie** pour la capitale, les précipitations s'avérant **inférieures de 40% à la moyenne à long terme**. Le printemps 2025 a été particulièrement désastreux, les mois d'avril-mai enregistrant une baisse de plus de **90% des précipitations** par rapport à la moyenne historique. Le ministre de l'Énergie a même averti que le pays pourrait **"perdre le barrage de Mamloo d'ici un mois"**, suivi successivement des barrages de Latian, Lar et Karaj. Face à cette situation d'urgence, les autorités ont mis en place des mesures drastiques exigeant une **réduction de 20% de la consommation d'eau** par la population de Téhéran, faute de quoi la capitale entrera dans une "phase de coupures d'eau" généralisées. Pour les gros consommateurs, des sanctions sévères ont été annoncées : **coupures d'eau de 24 heures** pour ceux qui consomment plus de 2 fois le modèle standard, **augmentation progressive des tarifs** et application du **"prix réel de l'eau"** - une mesure longtemps réclamée par les experts pour encourager une consommation responsable. Depuis quelques jours, une partie des Téhéranais ne disposant pas de pompes à eau constatent des coupures quotidiennes.

2. LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE DE PLUS EN PLUS DÉPENDANTE DE LA BCI EN 2024-2025

Selon le bilan de fin d'année 1403 (2024/2025) de la Banque Centrale, les actifs extérieurs ont bondi de 66,8% en g.a, en raison de deux facteurs principaux, **i)** la dépréciation du rial, c'est-à-dire une hausse de 70%

du taux de change comptable appliqué aux réserves de devises inscrites au bilan, **ii)** une augmentation probable des réserves de devises, issue des exportations pétrolières. Par ailleurs, les créances sur le secteur public ont augmenté de 43%, la dette directe de l'État progressant de 51%, tandis que celle des entreprises et institutions publiques n'augmentait que de 26%. Cette évolution signifie que le déficit budgétaire courant de l'État est de plus en plus financé par des avances ou des titres détenus par la Banque Centrale. Il convient également de noter que les dépôts du secteur public auprès de la Banque Centrale ont bondi de 60%, en lien avec la vente de devises pétrolières : le Trésor cède les devises à la BCI et conserve l'équivalent en rials sous forme de dépôts, en vue de leur utilisation budgétaire. L'augmentation simultanée de ces dépôts et de la dette de l'État envers la BCI semble indiquer que certains engagements ont simplement été déplacés dans le bilan, sans règlement effectif. Enfin, la dette des banques envers la BCI a enregistré une hausse de 51,7%, reflétant le déficit croissant de liquidités du système bancaire, le recours accru aux facilités permanentes, aux découverts et aux lignes de refinancement augmentant la pression sur la base monétaire.

ISRAËL

1. VERS UNE HAUSSE DU BUDGET DE LA DÉFENSE EN 2025 ET 2026 ?

Israël prévoit d'augmenter ses dépenses de défense de 42 Mds ILS (environ 12,5 Mds USD) en 2025 et 2026, ont indiqué les ministères des Finances et de la Défense le 17 juillet. Ce budget permettra de financer des acquisitions jugées prioritaires et de reconstituer notamment les stocks d'armement et de munitions. Une stratégie de renforcement à long terme sera élaborée à partir de 2027 pour améliorer la préparation et les capacités technologiques du pays face à des menaces potentielles. Des mécanismes de contrôle consolidé du budget de la défense devraient également être mis en place.

2. PARALYSÉ ET SOUS PRESSION FINANCIÈRE, LE PORT DE L'ÉILAT FERMERA LE 20 JUILLET

Le port d'Eilat, unique accès maritime d'Israël sur la mer Rouge, fermera ses portes ce dimanche 20 juillet, après la saisie de ses comptes bancaires par la municipalité, en raison du non-paiement de taxes municipales estimées entre 600 000 et 700 000 ILS par mois. Cette fermeture s'inscrit dans un contexte de crise prolongée : depuis le début de la guerre à Gaza en octobre 2023, le port n'a accueilli que six navires, son chiffre d'affaires a chuté de près de 80% en 2024 et il a été officiellement déclaré en faillite en juillet 2024. La

menace persistante d'attaques de missiles et de drones lancés par les Houthis du Yémen contre le trafic maritime en mer Rouge a paralysé son activité. Cette fermeture représente un revers majeur pour la marine israélienne, qui utilise régulièrement ses installations, et met en péril les opérations de la société Europe Asia Pipeline Co. (EAPC), les exportations de potasse produite par les usines ICL de la mer Morte ainsi que l'importation de véhicules (dont environ 50 % transitaient par Eilat avant la guerre, en provenance d'Asie). Le ministère des Transports a convoqué une réunion d'urgence pour tenter de préserver l'activité minimale du site.

3. ISRAIR RELANCE SES VOLS VERS NEW-YORK

La compagnie israélienne Isair a obtenu une licence pour opérer des vols directs entre Tel Aviv et New York, rejoignant El Al (28 vols hebdomadaires) et Arkia (5 vols hebdomadaires). Isair prévoit de lancer ce service avant la Pâque juive en 2026 en utilisant des avions Airbus A330 en location « sèche » (avec ses propres équipages de vol et de maintenance). Ce modèle offre à Isair une plus grande flexibilité, notamment en temps de crise, comme l'a montré le refus récent d'équipages étrangers de venir en Israël pendant la guerre. En raison de la suspension des vols par de nombreuses compagnies américaines (Delta ne reviendra pas avant septembre, American n'a pas donné de date à ce stade), la demande pour les vols vers l'Amérique du Nord dépasse l'offre et justifie le positionnement d'Isair, qui avait déjà exploité cette ligne dans les années 2000 mais l'avait abandonnée en 2008 en raison de son absence de rentabilité.

4. YITZHAK TSHUVA PREND LE CONTRÔLE D'ISRACARD

L'homme d'affaires Yitzhak Tshuva, déjà impliqué dans les gisements gaziers offshore Léviathan et Tamar, a obtenu le 10 juillet dernier l'approbation de la Banque Centrale pour prendre le contrôle de la société de cartes de crédit Isracard. L'Autorité de la concurrence avait déjà validé l'opération en mars, à la suite d'un vote favorable des actionnaires en février. La transaction réalisée via Delek Group prévoit l'acquisition de 37 % des actions d'Isracard, sur la base d'une valorisation de 3,6 Mds ILS. En y ajoutant les parts déjà détenues, Delek détiendra 40 % du capital. Le montant versé atteindra 1,3 Md ILS et Isracard versera un dividende dans le cadre de l'opération. La finalisation est attendue la semaine prochaine.

5. PELEPHONE SE POSITIONNE POUR LE RACHAT DE HOT MOBILE

La filiale mobile de Bezeq, Pelephone, a soumis une offre de 2 Mds ILS (595 M USD) pour racheter Hot Mobile, détenu par le groupe Altice International de

Patrick Drahi, en restructuration de dette. L'offre, notifiée à la Bourse de Tel Aviv, constitue une déclaration d'intention non contraignante ; un accord définitif resterait soumis à l'approbation du ministère des Communications et de l'Autorité de la concurrence israélienne, qui se pencheront sur les risques potentiels pour la concurrence du marché. Pelephone, dirigée par Ilan Sigal, compte environ 2,6 millions d'abonnés (dont plus de 1,5 million sur le réseau 5G). Son principal concurrent est Cellcom (3,5 millions d'abonnés), qui avait tenté en novembre une coopération avec Hot dans le domaine de la télévision.

JORDANIE

1. AUGMENTATION DE L'INDICE DE CONFIANCE DES INVESTISSEURS AU 1^{ER} TRIMESTRE 2025

Selon le Jordan Strategy Forum, l'indice de confiance des investisseurs en Jordanie (le Jordan Investor Confidence Index) a augmenté de +6,2% au premier trimestre (T1) 2025, par rapport au trimestre précédent. L'indice est passé de 147,6 au T4 2024 à 156,7 au T1 2025. Cette augmentation résulte de la hausse des indices de confiance dans le système financier (114,3 au T4 2024 contre 169,3 au T1 2025) et le système monétaire (199,2 au T4 2024 contre 200 au T1 2025). L'indice de confiance dans l'économie réelle a quant à lui diminué (138,3 au T4 2024 contre 128,7 au T1 2025).

2. LÉGÈRE DÉTÉRIORATION DE L'INDICE DE CONFIANCE DES CONSOMMATEURS AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2025

IPSOS réalise chaque trimestre une enquête, le Jordan Consumer Sentiment Index (JCSI), qui permet d'examiner le ressenti des citoyens jordaniens concernant la situation économique actuelle. L'indice a légèrement reculé entre le T1 et le T2 de 2025, passant de 41,1 à 40,5. Les résultats de la dernière enquête montrent que la majorité des Jordaniens considèrent que leur situation financière est insatisfaisante et leur capacité à investir et à garder leur emploi relativement faible mais que l'économie du Royaume est en bonne voie de progression. L'emploi est la préoccupation principale des Jordaniens (59%), suivie par le coût élevé de la vie (52%), par la pauvreté et les inégalités sociales (41%), par l'éducation (22%), puis par la santé (18%).

3. LES PERTES DE NEPCO À 603 M\$ EN 2024

Selon le rapport technique de la 3^{ème} revue du programme FMI, NEPCO aurait enregistré des pertes de 428 M JOD (603 M USD) en 2024, en hausse de +4,6% par rapport aux pertes enregistrées en 2023. Le FMI prévoit une nouvelle hausse des pertes de +1,6% en

glissement annuel (g.a.) en 2025, lesquelles devraient atteindre 435 M JOD (613 M USD). Ces nouvelles hausses des pertes interviennent alors même que le gouvernement met en œuvre un programme de réformes du FMI, lequel comprend notamment l'introduction progressive d'une tarification horaire (lancée début juillet 2024) et le renforcement des capacités de production d'énergies renouvelables et de stockage.

LIBAN

1. TENSIONS SUR LES RESSOURCES HYDRIQUES

Le Liban subit actuellement des pénuries d'eau causées par une période de sécheresse. Le remplissage du plus important réservoir du pays, situé sur le fleuve Litani, connaît en particulier un niveau historiquement bas. Selon l'Office national du Litani, les écoulements au lac de Qaraoun durant la saison humide se sont élevés à 45 M m³, contre 230 M m³ l'an passé et 350 M m³ en moyenne annuelle. Cette situation, qui résulterait de la diminution des précipitations et de la pression sur les ressources souterraines liée au changement climatique, pose des risques significatifs pour le secteur agricole et l'approvisionnement national en eau et en électricité (la production des stations hydroélectriques du Litani ayant été interrompue). En dépit de ses ressources en eau abondantes, le Liban est en situation de stress hydrique du fait d'une gestion historiquement défaillante du secteur.

2. LA BANQUE CENTRALE INTERDIT AU SECTEUR FINANCIER TOUTE INTERACTION AVEC LES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS NON AGRÉÉS

La Banque Centrale a publié cette semaine une circulaire interdisant aux banques et institutions financières agréées toute interaction directe ou indirecte avec toute société de transfert d'argent ou établissement de change non agréé. Plusieurs établissements sont nommément cités par la circulaire, dont al-Qard al-Hassan, l'institution financière affiliée au Hezbollah. La circulaire intitulée « mesures préventives visant à protéger le secteur financier et économique du Liban dans ses opérations avec les entités non-agrées et soumises à des sanctions émises par des autorités étrangères » répond à l'une des principales demandes du GAFI en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et de financement du terrorisme. Elle vise également à rassurer les banques correspondantes sur le respect des règles de conformité par les banques locales.

SYRIE

1. LES AUTORITÉS SYRIENNES MODIFIENT LA LOI SUR L'INVESTISSEMENT ET CRÉENT UN FONDS SOUVERAIN

Le président syrien Ahmad Al-Charaa a pris au cours des dernières semaines plusieurs décisions dans l'objectif de réorganiser le cadre de l'investissement et des affaires en Syrie. Ces modifications comprennent des amendements à la loi sur l'investissement (loi n° 18 de 2021), la création du Conseil supérieur pour le développement économique ainsi que la création d'un fonds souverain et d'un fonds de développement.

Ces initiatives visent à encourager les investissements, en particulier de la part d'acteurs étrangers. Elles ne sont néanmoins pas consensuelles et octroient à l'exécutif des pouvoirs importants sans contrôle parlementaire. De même, plusieurs critiques mettent en avant un processus décisionnel opaque et nuisant à la transparence, paramètre essentiel d'amélioration de l'environnement des affaires.

Quatre décisions ont été signées le 24 juin, mais n'ont été publiées que le 7 juillet, ce qui a contribué à alimenter les critiques sur l'opacité du processus décisionnel dans la conduite des réformes économiques.

TERRITOIRES PALESTINIENS

1. CRISE BUDGÉTAIRE : SALAIRES EN SUSPENS ET SERVICES PUBLICS SOUS PRESSION

L'Autorité palestinienne traverse une crise financière aiguë, sans calendrier clair pour le versement des salaires de 245 000 fonctionnaires et retraités. Les arriérés atteignent 1,8 Md USD, tandis qu'Israël retient plus de 2,19 Mds USD de recettes fiscales. Les revenus se composent à 70 % de ces fonds, 25 % d'impôts locaux et seulement 5 % d'aides extérieures.

Une réunion d'urgence du Conseil des ministres se tient ce jeudi soir pour évaluer les menaces sur la continuité des services publics et la stabilité sociale. Un communiqué officiel est attendu.

Face à cette dégradation, l'Union des professions de santé a annoncé la réduction du temps de travail dans tous les établissements du ministère de la Santé. L'Autorité Monétaire Palestinienne s'est engagée à prendre des mesures d'allègement. Cependant les enseignants menacent de perturber la rentrée scolaire si aucune solution n'émerge.

2. LA BANQUE DE PALESTINE EN TÊTE DU SECTEUR BANCAIRE AVEC PRÈS DE 7 MDS\$ DE DÉPÔTS

Des données officielles récentes indiquent que Bank of Palestine s'est classée en tête du secteur bancaire en

termes de dépôts jusqu'à fin 2024. Selon les chiffres publiés par l'Association des banques palestiniennes, les dépôts des clients auprès de Bank of Palestine ont atteint 6,98 Mds USD, incluant sa part dans Arab Islamic Bank.

La deuxième position revient à Arab Bank – filiale de Palestine – avec 4,25 Mds USD de dépôts, suivie par l'Arab Islamic Bank avec 1,41 Md USD. La Palestine Islamic Bank arrive en quatrième place (1,33 Md USD), suivie de QUDS Bank (1,27 Md USD) et de National Bank (1,12 Md USD).

Le total des dépôts dans les 12 banques ayant communiqué leurs données atteint environ 18,5 Mds USD à fin 2024. Le bénéfice net du secteur bancaire a chuté à 43,8 M USD, soit une baisse de 74,1% par rapport à 2023, où il s'élevait à 168 M USD.

3. LE SECTEUR DU TOURISME TRAVERSE SA PIRE CRISE DEPUIS LA PANDÉMIE

Un rapport officiel récent révèle que le tourisme en Palestine connaît en 2024 son pire recul depuis la pandémie de Covid-19, en raison des impacts de la guerre israélienne sur Gaza et la Cisjordanie.

Les hôtels palestiniens en Cisjordanie ont enregistré une chute très importante de fréquentation, passant de 551 000 visiteurs en 2023 à seulement 165 000 en 2024, soit une baisse de 70%. Les nuitées ont diminué de 1,5 million à 372 000.

La majorité des nuitées concernent les hôtels du centre de la Cisjordanie (44%), suivis par le nord (22%), Jérusalem (21,4%) et le sud (13%).

Plus de la moitié des clients (52%) viennent des territoires de 1948, 30% sont locaux et seulement 18% proviennent de l'étranger, reflétant l'impact sévère des tensions politiques sur le tourisme international.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	TP	SYRIE
POPULATION (MILLIONS) – 2024	FMI / WEO	107	44	87	10	11	5,4	5,3*	25*
PIB (Mds USD) – 2024 ^E	FMI / WEO	383	277	401	540	53	28	14*	21*
PIB / HAB. (USD) – 2024 ^E	FMI / WEO	3570	6247	4633	54192	4693	5282	2593*	869*
CROISSANCE PIB RÉEL (%) – 2024 ^E	FMI / WEO	2,4	0,3	3,5	0,9	2,5	-7,5	-26,6*	-1,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) – 2024 ^E	FMI / WEO	-7,1	-1,5	-4,1	-8,3	-8,3	0,4	-9,5*	-3,1*
DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2024 ^E	FMI / WEO	91	43	37	68	96	164	86*	n/a
RATING COFACE 2024	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	STATISTIQUES OFFICIELLES	13,6	2,6	36	3,3	1,6	14,2	48,9	15
PMI MENSUEL	STATISTIQUES OFFICIELLES	50,1	n/a	48,7	50,2	n/a	47,6	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024	DOUANES FRANÇAISES	1792	426	255	1714	306	426	28	29
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024	DOUANES FRANÇAISES	1158	1949	48	1386	43	92	4	6

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE 2024

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS

A1 TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **A4** CONVENABLE / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtrésor.gouv.fr